

Objet : Demande de rétablissement d'un portail public de facturation électronique

Madame / Monsieur le Député,

Je me permets de vous écrire en tant que [travailleur indépendant / dirigeant de petite entreprise / citoyen], concerné directement par la généralisation de la facturation électronique.

Je souhaite attirer votre attention sur un point précis du dispositif actuel : l'abandon du portail public de facturation au profit d'un recours exclusif à des plateformes privées pour satisfaire une obligation légale et fiscale.

Je tiens à préciser que je ne remets nullement en cause les objectifs de la facturation électronique, notamment la lutte contre la fraude fiscale et la modernisation des échanges avec l'administration. En revanche, je m'interroge sur la pertinence du choix consistant à déléguer l'infrastructure de transmission de données fiscales obligatoires à des opérateurs commerciaux.

Une telle obligation devrait pouvoir être satisfaites directement auprès d'un service public, garantissant neutralité, maîtrise des coûts, sobriété numérique et protection souveraine des données économiques. La création d'un marché captif de plateformes privées engendre des coûts supplémentaires pour les TPE, les indépendants et les associations, sans bénéfice évident pour l'intérêt général.

Je vous serais reconnaissant(e) de bien vouloir soutenir le rétablissement effectif d'un portail public de facturation électronique, gratuit et pleinement fonctionnel, permettant à tous les acteurs de se conformer à la loi sans dépendre d'intermédiaires privés.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à cette demande et reste à votre disposition pour tout échange sur ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Madame / Monsieur le Député, l'expression de ma considération distinguée.

[Nom Prénom]

[Commune / Département]